

Cahier PDF des Repères pour l'Avenir

<http://athois-la-terre.jimdo.com/>

N° 3 - Novembre 2006

Médias et démocratie

REPERES POUR L'AVENIR



Conférences

Stimuler la réflexion et le débat sur des questions cruciales pour l'avenir de la société.

Interroger l'intelligence humaine, dépasser l'analyse du court terme et imaginer pour l'avenir de multiples scénarii nouveaux.

Né à Bruxelles en 1946, Hugues Le Paige est licencié en philosophie, lettres, journalisme et communication sociale de l'ULB. De 1970 à 1990, il travaille comme journaliste à la RTBF, notamment en tant que correspondant à Paris et à Rome. Il devient ensuite auteur-producteur au département documentaire de la RTBF. Depuis 1994, il est auteur-réalisateur indépendant et journaliste-écrivain. Il livre un débat portant sur la relation entre les médias et la citoyenneté et analyse les influences et répercussions qui modifient constamment nos comportements, notamment via les modèles et les langages adoptés



Photo: Véronique MARIÉ

Lundi 20 novembre, 20h

Médias et démocratie

Hugues Le Paige



Lundi 12 février, 20h

Remettre en chantier la terre des humains

Albert Jacquard

Lundi 19 mars, 20h

La Chine et, ou la fin de l'hégémonie américaine



Guy Spitaels

PAF: 7,5€ (Etudiant:3,5€) - abonnement: 20€ (10€) - art 27: 1,25€

Réservations & info: Maison Culturelle d'Ath, 068 26 99 89

Collaboration Maison Culturelle

Commission Qualité de vie

Ville d'Ath

Le Palace - Ath - www.ath.be/mca

Mille mercis aux penseurs et scientifiques qui nous ont donné l'autorisation de publier leurs propos tenus à la tribune des grandes conférences athoises *Repères pour l'Avenir*.

Comme rapporteur, j'assume l'entière responsabilité des possibles imperfections de retranscription, de toilettage et d'élagage de leurs propos que la mise en forme écrite demandait. L'essentiel des présentations des conférences et des bibliographies, ainsi que la plupart des sous-titres des rapports des exposés, sont également de ma responsabilité.

Walter De Kuysche

Médias et démocratie

A. Présentation.....	3
B. Rapport de la conférence d'Hugues Le Paige du 20 novembre 2006....	4
C. Débat avec le public	23
D. Bibliographie.....	30

Médias et démocratie

A. Présentation

Les médias et la démocratie forment-ils désormais un couple infernal, se demande Hugues Le Paige, avouant aussitôt qu'il est étrange de poser la question quand on sait que les médias et leur liberté sont des éléments fondamentaux et même constitutifs de la démocratie ou lorsque l'on se souvient que le premier geste des dictatures est de museler la presse, que le premier acte des factieux est d'envahir les studios de radio et de télévision.

Et pourtant la question doit être posée.

De dérives en dérapages depuis une vingtaine d'années, on assiste à une évolution inquiétante des médias et de la télévision en particulier puisque c'est elle qui donne le ton. Surenchère, instantanéité, absence de recul, sensationnalisme : la concurrence et le marché ont imposé leur marque et leur marche.

Que reste-t-il de la liberté des médias et des journalistes ? Que reste-t-il de la liberté des citoyens face à cette évolution des médias ? L'évolution actuelle est-elle inéluctable et même irréversible ? Faut-il encore croire aux médias ou sont-ils désormais l'ennemi de la démocratie ? Qui servent-ils : les gens ou les puissants ? De quels maux souffrent-ils vraiment ? Peut-on encore les en guérir ?

Quelle attitude adopter quand la mondialisation et la technologie offrent plus d'informations mais provoquent moins de compréhension, quand trop d'information tue l'information, quand la pression de la concurrence dénature le sens même d'une information désormais marchandisée ? Comment concilier l'indispensable revendication identitaire et la cohabitation culturelle, comment préserver le sens face au spectacle, comment les médias peuvent-ils encore faire œuvre de civilisation ?

La dernière fois que nous avons eu le plaisir d'accueillir Hugues Le Paige à Ath, c'était en 2003, pour animer le débat entre le public du Palace et Guy Spitaels, à l'occasion de la sortie du livre de ce dernier : *L'improbable équilibre*. Au terme de cette soirée, nous nous sommes dit qu'il fallait que nous réinvitions un jour H. Le Paige à Ath, afin qu'il nous parle de la question qui lui tient tant à cœur : celle de la presse et de la démocratie. Aussi,

quand nous avons préparé ce nouveau cycle de conférences, son nom fut-il tout naturellement cité parmi les premiers intervenants. Pour l'importance déterminante du sujet d'abord, pour la qualité de la pensée et de praticien des médias qu'est Hugues Le Paige ensuite.

B. Rapport de la conférence d'Hugues Le Paige du 20 novembre 2006

Je vous dis de suite que je n'ai bien naturellement pas toutes les réponses aux questions que vous venez de poser mais il est vrai que, comme vous le dites, couple infernal, peut-être même couple pervers, il est étrange et sans doute paradoxal d'opposer aujourd'hui les médias et la démocratie.

Je forcerai à certains moments le trait pour le débat que nous aurons ensuite mais en même temps je tenterai de nuancer les critiques que j'aurai dites. Parce que je pense que tout n'est pas désespéré, qu'il y a des possibilités, qu'il y a des repères pour l'avenir, y compris en ce qui concerne les médias.

Concurrence et surenchère dénaturent l'information citoyenne

La question posée aujourd'hui l'est depuis un certain nombre d'années déjà. On peut dire que la prise de conscience de ce que les médias nous donnaient une image déformée du monde, de ce que la représentation qu'ils nous offraient des événements n'était pas nécessairement celle de la réalité, nous a sauté aux yeux à la fin des années '80, à partir des grands événements qui ont suivi la chute du mur de Berlin, à partir de la révolution roumaine, le fameux faux charnier de Timisoara, avec ensuite la première guerre du Golfe et puis la deuxième guerre du Golfe, la guerre d'Irak.

Entre-temps, un certain nombre d'événements survenaient dans le monde mais ici aussi : l'étrange manifestation qui a été captée par les médias au moment de la mort du roi Baudouin, cette amplification d'un véritable sentiment d'émotion qui s'exprimait, mais la manière aussi dont il était exprimé, la manière dont l'émotion avait complètement effacé, à ce moment-là, l'histoire et l'évaluation politique d'un règne et d'une monarchie ; les événements qui se sont produits médiatiquement autour de l'affaire Dutroux, avec la légitime interrogation sur les dysfonctionnements de notre société, de notre administration et des pouvoirs politiques, judiciaires et policiers, mais en même temps, là aussi, avec un emballement médiatique, avec chaque fois cette même interrogation : les médias nous donnent-ils encore des éléments qui nous permettent de comprendre le monde ou sommes-nous passés dans du spectacle pur, dans ce que vous avez dit tout à l'heure : la surenchère, la concurrence de marché, qui dénaturent, qui dévalorisent, qui déforment complètement cette information dont nous avons besoin pour comprendre le monde. Pas seulement pour le comprendre mais aussi pour être nous-mêmes des acteurs de ce monde.

Parce que je pense fondamentalement que le rôle des médias et le rôle de l'information, en tout cas le rôle de l'information de service public, c'est d'être une information qu'on pourrait qualifier, si le mot n'était pas tellement galvaudé, de citoyenne. C'est-à-dire une information qui nous donne, non pas les réponses à toutes les questions, qui ne nous donne pas les conduites à mener, qui ne nous indique pas ce qu'il faut faire, mais dont nous attendons et espérons – en tant que citoyens qui ne sommes pas que des consommateurs lorsque nous regardons la télévision, écoutons la radio et lisons nos journaux – dont nous attendons simplement des éléments, des clés de compréhension du monde. Qui nous permettent ensuite de nous faire notre opinion et de décider librement si nous devons intervenir dans le débat, si nous devons agir dans la société, dans un sens ou dans l'autre, pour la modifier, pour la bouleverser si nous considérons que cette société aujourd'hui est inacceptable ou pour la maintenir telle qu'elle est si par hasard quelques-uns d'entre nous pensent que cette société est, sinon parfaite, en tout cas la meilleure qui soit. Ce rôle des médias me semble avoir été profondément mis en cause et mis en question depuis un certain nombre d'années.

A l'occasion des événements que j'ai cités, peut-être déjà depuis plus longtemps que cela, nous assistons à une évolution lente, qui n'a pas été brutale, pour laquelle il n'y a pas eu de rupture d'un jour à l'autre. Peut-être l'avons-nous ressentie à l'occasion de certains événements ? Si on analyse un peu les choses, si on prend un peu de recul, un peu de distance, on se rend compte que cette évolution était à l'œuvre depuis déjà un certain nombre d'années. Difficile de fixer exactement la frontière, le moment. D'ailleurs, je pense qu'il n'y a pas de moment précis, les choses avancent dans une dynamique, dans l'évolution d'un rapport de forces au sein de la société qui fait qu'on se retrouve un jour avec un résultat dont on n'a pas perçu exactement le cheminement qu'il a pris pour arriver à ce moment-là.

La télévision donne le ton à la presse écrite

Je parlerai naturellement – je dis naturellement parce que c'est ce que je connais le mieux, ce que j'ai pratiqué le plus et aussi parce qu'aujourd'hui c'est elle qui est dominante – je parlerai naturellement essentiellement de la télévision. C'est elle aujourd'hui qui informe la majeure partie de nos concitoyens, qui n'ont pas d'autres moyens d'information ou qui n'en choisissent pas d'autres ; c'est elle aussi qui a désormais imposé sa règle, ses règles, ses lois, sa grammaire de l'information, son mode de fonctionnement.

J'ai été frappé un jour par ce qui n'est peut-être pas un journal de référence en terme de réflexion mais qui est tout de même de la presse imprimée, de la presse écrite, qui est donc censée donner du recul par rapport à l'information, qu'un journal quotidien et populaire, *La Dernière Heure*, ait un jour basé toute sa campagne de promotion sur le slogan : « *La Dernière Heure*, l'information en direct ! » Or, ce que nous attendons d'un journal, n'est évidemment pas le direct. C'est presque le contraire

que nous attendons, c'est ce décalage qui permet de resituer l'ensemble des événements dans une perspective historique, sociale, politique. Là on voyait très bien comment la presse écrite est aujourd'hui à la remorque de la télévision.

Des journaux de référence très sérieux, comme *Le Monde*, ont aussi subi cette influence de plein fouet. La place et la surface de la photographie dans *Le Monde* étaient inimaginables il y a cinq ou dix ans, sans parler de périodes plus anciennes. Là aussi, c'est certainement l'influence de la télévision qui a dicté cette modification de la mise en page qui ne touche pas seulement la mise en page mais qui touche aussi le contenu, qui réduit la longueur des articles et qui donne un rythme différent, beaucoup plus lié à l'audiovisuel qu'à la lecture, qu'à l'écrit, qu'à ce temps nécessaire de la lenteur pour la compréhension des événements.

La télévision privée donne le ton à la télévision de service public

Si on fait un peu d'histoire de la télévision, en Europe en tout cas (aux Etats-Unis l'histoire est différente pour des raisons bien compréhensibles), la télévision ne pouvait naître que du service public. Parce que tout simplement, au moment où elle apparaît (non pas où elle est inventée, parce qu'elle est inventée déjà avant la deuxième guerre mondiale, à un stade expérimental dans les années '30), au moment où elle émerge comme moyen de communication, d'abord limité, puis comme moyen de communication de masse qui va devenir « la » référence en terme de communication de masse, la télévision ne pouvait être que de service public. Parce qu'au départ elle n'est tout simplement pas rentable, que les recherches en matière technique, la fabrication des programmes, la formation des techniciens, des réalisateurs, des journalistes, nécessitent un temps long, qui n'est pas rentable, qui est extrêmement coûteux et que bien entendu, à cette époque-là, les sociétés et les intérêts privés ne sont pas du tout branchés sur ce secteur industriel qui n'est d'ailleurs pas encore un secteur industriel. Et donc cette télévision naissante est « service public » dans le sens le plus noble et le plus strict du terme. Elle développe évidemment une politique volontariste en matière de culture, d'information, de spectacle, d'information culturelle. Elle est volontariste, elle s'inscrit très nettement dans une tradition assez classique d'éducation permanente.

Cela durera pratiquement vingt ans, entre 1950 et 1970-75. Puis on va voir une évolution qui va être brutalement marquée vers le milieu des années '80 qui correspond globalement à l'émergence de l'ultra libéralisme et la critique très acerbe qui va se développer à l'égard des services publics, pas seulement à l'égard de la télévision mais à l'égard de l'ensemble des services publics. Cela s'inscrit dans une vague assez générale et globale : la télévision entre dans l'ère du marché, dans l'ère de la concurrence, dans le milieu des années '80.

On assiste à la privatisation d'un certain nombre de chaînes en Europe mais aussi à l'arrivée sur ce marché d'un certain nombre de producteurs et de sociétés d'intérêts privés, qui vont investir dans ce secteur parce

qu'ils ont senti que, à partir du moment où le service public, les intérêts publics, le pouvoir public avaient financé le lancement de cet instrument qui était devenu un instrument extrêmement populaire, il y avait là très certainement des sources de profits considérables. Et on voit apparaître, au milieu des années '80, un certain nombre d'opérateurs privés, qui ne sont d'ailleurs pas des opérateurs qui viennent de l'industrie de la presse mais qui viennent de l'immobilier et de l'assurance, plus tard des industries d'armement comme c'est le cas aujourd'hui en France, et pour qui la télévision, l'information, la communication, ne sont jamais qu'une petite partie de leurs activités, qu'ils subordonnent très rapidement à d'autres intérêts plus majeurs dans leur portefeuille, dans leur manière de fonctionner sur le plan économique.

Cette irruption du marché dans la télévision va évidemment modifier complètement le fonctionnement de la télévision, y compris la télévision de service public. On va voir que la concurrence va être très dure, que pour tenter de survivre, de résister, le service public va devoir trouver des solutions qu'il ne trouvera pas dans un premier temps et qu'il n'a d'ailleurs toujours pas véritablement trouvées, et qu'il va finalement et très rapidement trouver comme seule solution d'imiter la concurrence privée, de perdre sa personnalité, donc de perdre sa crédibilité et donc aussi de perdre sa légitimité à l'égard du public.

Je ne cite jamais en exemple l'extrême droite française mais il est une phrase de Jean-Marie Le Pen qui, à l'égard des politiques français qui tentent de suivre le Front National sur son propre terrain, dit que : « *Dans ce cas on préfère évidemment l'original à la copie* », et c'est vrai aussi en matière audiovisuelle. Quand le service public a abandonné, partiellement en tout cas, sa différence, c'est évidemment au profit majeur – en termes d'audience, d'économie, d'exposition et de popularité – de la télévision privée et commerciale, qui a remporté cette bataille.

Il faut ajouter que la télévision a été un terrain d'expérimentation de la mondialisation. C'est sans doute dans le domaine de l'audiovisuel que la mondialisation s'est matérialisée pour la première fois dans notre monde économique contemporain. La Belgique a été de ce point de vue une terre d'expérimentation : c'est en Belgique que les majeures, les grandes sociétés de production ont d'abord tenté de tester la résistance des télévisions publiques par rapport à des initiatives privées, parce que nous étions déjà, grâce au câble, un pays où les téléspectateurs, les consommateurs et les citoyens avaient l'habitude d'aller voir ailleurs ce qui se passait et n'étaient pas complètement plongés dans l'exclusivité de leur télévision nationale.

Si on y ajoute que le service public qui est confronté à cette concurrence doit aussi affronter à cette époque-là une crise budgétaire majeure (et en vit aujourd'hui encore un certain nombre de suites et de conséquences), comme pour l'ensemble des services publics, on peut penser que tout se passe, que tout est là, que tous les éléments sont présents pour provoquer une crise majeure qui est aujourd'hui encore celle du service public.

Susciter une demande pour la médiocrité afin de la satisfaire ensuite

Vous pouvez le voir tous les jours si vous regardez la télévision, ce qui est extrêmement compliqué dans cette affaire, c'est que dans la pratique, dans les programmes, il y a là une surenchère dans la concurrence et la course à l'audience, une évolution des programmes qui va vers l'uniformisation.

Un des grands paradoxes, c'est qu'on nous a dit pendant des années que la concurrence, c'est-à-dire l'ouverture au marché, allait nous permettre de diversifier l'offre des programmes, mais que ce qu'on a vu a été exactement le contraire. La surenchère et la concurrence n'ont pas diversifié mais au contraire uniformisé les programmes. Aujourd'hui, si on ouvre sa télévision et qu'on se livre à un exercice de zapping, quel que soit le pays d'Europe où l'on se trouve, peut-être même quel que soit le pays au monde où l'on se trouve, tous les écrans de télévision se ressemblent : on y voit à peu près le même type de programmes, le même type de décors des journaux télévisés, le même type de présentateurs des télé-réalités. Tout cela est vendu clé sur porte avec indication sur la façon dont le présentateur doit être vêtu, le type de physique et l'âge qu'il doit avoir pour être le plus accrocheur possible ; ce sont en général les mêmes musiques et les mêmes images qui sont distribuées par quatre ou cinq grandes sociétés de distribution d'images d'information et d'images de fiction.

La télévision s'est donc complètement uniformisée. Et la schizophrénie terrible, c'est que les dirigeants de nos services publics aujourd'hui continuent à tenir un langage disant qu'ils cultivent la différence alors qu'ils cultivent un peu la course derrière la concurrence privée !

Une question essentielle pour le service public c'est de demeurer, puisque l'on parle de marché, une télévision de l'offre.

L'argument majeur des dirigeants des télévisions ou des radios de service public pour excuser aujourd'hui la facilité des programmes -- et quand je dis facilité, c'est un euphémisme -- pour expliquer les concessions qu'ils font non seulement aux exigences intellectuelles mais parfois tout simplement au bon goût, est de dire : « *Le public veut cela, le public demande cela, nous ne faisons que répondre à une demande !* »

Evidemment, cet argument ne tient pas une seconde la route parce qu'il n'y a pas de demande préalable, il n'y a qu'une offre. Le public, les publics (parce qu'il n'existe pas un public mais des publics, différenciés en termes de scolarité, d'enseignement, d'origine sociale ou ethnique, de culture globale, d'appartenance idéologique, qui répondent à des sollicitations extrêmement diverses), les publics n'ont pas une demande préalable par rapport à la télévision, ils réagissent à une offre ! Et donc, la responsabilité première des programmes n'est pas celle du ou des publics mais c'est bien celle de ceux qui font la télévision, de ceux qui sont responsables des politiques éditoriales ou des politiques de programme. Ils se cachent derrière le prétexte de la demande, mais ils ne sont jamais que ceux qui of-

frent ces programmes tels que nous pouvons les voir aujourd'hui. Et c'est une très, très vieille histoire.

A l'époque où, en dehors de son stade purement expérimental, la télévision n'existait pas, à l'époque où c'était encore la radio qui était l'instrument majeur de communication de masse et qui déjà posait les mêmes problèmes que l'on va connaître ensuite avec la télévision, le premier directeur général de la BBC, lord Right, faisait en 1932, en une phrase très courte, la déclaration suivante : « *Celui qui se flatte de donner au public ce que souhaite ce dernier ne fait le plus souvent que créer une demande pour la médiocrité afin de la satisfaire ensuite* » ! Cela me semble résumer complètement la question de l'offre et de la demande.

Une télévision d'information qui respecte l'intelligence de son public

Une télévision de service public ne pourra résister, redevenir une télévision attractive, que si elle redevient une télévision de l'offre, une télévision qui respecte l'intelligence de son public, qui ne méprise pas son public et qui lui offre non seulement à voir mais à penser, y compris dans ce qu'on appelle le divertissement.

S'il est un domaine où c'est l'offre qui est le critère absolu, où on ne peut pas se retrancher derrière le prétexte de la demande, c'est bien sûr le domaine de l'information.

Je reviens ainsi au thème central de notre débat de ce soir : le rapport entre les médias et la démocratie. C'est évidemment l'enjeu de l'information qui est central dans ce cas-là. Je donnais tout à l'heure une définition très rapide de ce qui me semble devoir être l'information de service public, ses clés, ses éléments de compréhension du monde qui nous permettent ensuite, en tant que citoyen libre et responsable, c'est-à-dire ayant des droits et des devoirs, de nous faire notre propre opinion et de décider si nous intervenons ou non dans le débat public.

On ne peut pas accepter que l'information devienne une marchandise. Malheureusement, dans la plupart des cas aujourd'hui, elle est devenue sinon totalement en tout cas partiellement une marchandise. Et dans l'évolution que nous avons connue au cours des 20 ou 25 dernières années, il y a un certain nombre d'éléments que je souhaiterais souligner à propos de l'information.

La spectacularisation de l'information travestit l'information

Le premier de ces éléments c'est que la télévision est bien entendu un spectacle. Nous sommes tous télé-spectateurs. Y compris pour la télévision de service public, nous sommes dans le spectacle. C'est là un élément dont on ne peut pas ne pas tenir compte.

Les grands-pères fondateurs de la télévision, ceux qui ont été les modèles de l'ORTF, (le service public à la française qui a sans doute été, avec la

BBC, le modèle qui nous a le plus influencé dans la constitution de notre service public et des services publics en général en Europe), avaient conscience qu'il y avait des exigences de spectacle à la télévision. Je ne mets donc pas du tout en cause la nécessité de rendre du spectacle à la télévision. Et d'ailleurs, si les plus anciens d'entre vous se souviennent des grands classiques de la télévision française en terme d'information, les grands magazines des années '60, (*Cinq colonnes à la une*, avec Pierre Desgraupes et Pierre Dumayet), ce sont ces hommes-là, insoupçonnables en termes d'éthique et de déontologie du service public et de l'information, qui ont été les premiers à introduire dans l'information des réalisateurs, des metteurs en scène de l'image, des gens qui venaient du cinéma, de la fiction, du théâtre, qui accompagnaient les journalistes dans les reportages. Parce qu'il fallait, disaient-ils, au-delà et parallèlement à l'information, introduire des éléments de compréhension qui étaient des éléments de spectacle, d'émotion, de meilleure compréhension du monde, à travers une image qui n'était pas l'information brute.

Je veux dire par-là que je suis totalement conscient de la nécessité d'une mise en scène. Je suis aujourd'hui réalisateur de documentaires, c'est-à-dire metteur en scène d'images ; je reconstruis une réalité à travers mon projet ou mon point de vue personnel et j'utilise des techniques de la fiction à certains moments. Là-dessus je n'ai pas de problème et n'ai pas de doute sur la nécessité d'utiliser ces techniques de la mise en images.

Mais ce qui se passe aujourd'hui est extrêmement grave et dépasse de loin la simple technique de mise en images : à la télévision, TOUT est devenu spectacle ! L'information est devenue spectacle. On ne nous donne plus l'analyse d'évènements qui se produisent, on nous raconte une histoire, on scénarise, on a besoin de personnages qui incarnent des histoires, y compris dans le journal télévisé lui-même. S'il n'y a pas un témoin du vécu de l'émotion, la plupart du temps l'information n'est pas donnée ou elle est donnée de manière tellement brutale ou tellement limitée qu'elle ne nous permet pas de comprendre l'évènement. La spectacularisation de l'information est certainement ce qui a le plus travesti l'information.

Faitdiversification, scénarisation, feuilletonisation et peopolisation font le lit de l'extrême droite !

Qui dit spectacle dit manière de privilégier un certain type d'information. Je pense de ce point de vue que le fait divers occupe aujourd'hui une place déterminante qu'il n'occupait pas il y a encore cinq ou dix ans. On a assisté à ce que j'ai appelé par un très vilain mot, la *faitdiversification* de l'information. Le fait divers est devenu la matière première dominante de l'information.

Le fait divers peut être un moyen très intéressant de décrypter le mode de fonctionnement d'une société. Il peut être intéressant de voir comment les rouages d'une société fonctionnent ou ne fonctionnent pas mais, malheureusement, ce n'est pas pour cela que le fait divers est appelé à la télévi-

sion. La plupart du temps il est appelé en tant que spectacle, en tant qu'élément d'émotion extrêmement dure, extrêmement forte, avec l'idée que c'est le seul moyen de maintenir l'attention du téléspectateur qui pourrait avec son zappeur être tenté de passer sur une chaîne concurrente.

La question du fait divers est devenue centrale en tant que matière première de l'information, parce qu'il est devenu déterminant en terme quantitatif mais aussi qualitatif. La question – et le drame – qui a accompagné cette entrée massive du fait divers dans les journaux télévisés, c'est qu'on traite aussi l'ensemble des questions politiques, sociales, économiques, de politique internationale et de politique intérieure, comme si elles étaient des faits divers, c'est-à-dire qu'elles ne sont traitées de manière déterminante, avec une place importante dans la hiérarchie de l'information et dans le temps d'antenne, que si elles sont spectaculaires.

Il y a là une dérive extrêmement dangereuse pour notre démocratie.

Spectacularisation, scénarisation, feuilletonisation... L'information est traitée comme un feuilleton : il faut une suite tous les jours, même s'il n'y a pas de matière supplémentaire à apporter, même s'il n'y a pas d'éléments complémentaires qui permettent de mieux comprendre la chose.

Il y a eu là aussi un élément qui a complètement travesti l'information qui est le mélange des genres. On n'est plus uniquement dans l'analyse, on n'est plus uniquement dans l'exposition des faits ou dans le commentaire, on est aussi dans la scénarisation et la feuilletonisation.

Les choses se sont malheureusement encore accentuées au cours des dernières années avec l'arrivée de la télé-réalité, qui n'est pas seulement un genre télévisé mais qui est devenu un langage. Aujourd'hui, même les journaux télévisés introduisent des éléments qui ne sont pas loin, qui sont même proches des ressorts de la télé-réalité.

Un autre élément fonctionne de pair avec ce que je viens de définir, c'est ce qu'on pourrait appeler la *peopolisation* : la privatisation de la vie publique, la privatisation de la vie politique, la politique spectacle.

Il est extrêmement difficile qu'on nous rende compte de la politique si on n'est pas dans deux registres. Il y a le registre des « affaires », dont il faut bien entendu parler, c'est le « registre porteur », c'est le scandale avec son analyse souvent extrêmement populiste, démagogique ; et de l'autre côté, c'est le transfert de l'analyse du discours politique sur la vie privée des hommes politiques, sur leur manière de fonctionner dans leur vie privée, dans leurs divertissements, dans leur manière de vivre.

Mais ne jetons pas la pierre uniquement à la télévision : il faut être deux pour cela. Il faut dire aussi qu'au cours des vingt ou vingt-cinq dernières années, les hommes et les femmes politiques, les dirigeants politiques, ici comme ailleurs, se sont prêtés avec beaucoup de complaisance à cet exercice. Par peur souvent de ne plus avoir de place, puisque la politique

était réduite à portion congrue dans l'information, ils acceptaient ou ils poussaient parfois eux-mêmes à ce qu'on parle d'eux d'abord, sans plus parler de leur discours, de leur idéologie, de leur programme, de leur débat. Et cela est évidemment extrêmement grave.

C'est l'addition de tous ces phénomènes qui amène parfois à favoriser une propension d'un certain nombre d'électeurs à se tourner vers l'extrême droite. La question centrale de l'évolution et du succès de l'extrême droite aujourd'hui, est moins de savoir si on lui donne la parole que la manière dont on rend compte tous les jours, au quotidien, de l'information.

Bien sûr, les grands événements, les guerres, les crises, les drames, les catastrophes, martèlent et donnent une image globale de l'information mais ce sont aussi les événements quotidiens qui nous donnent une image de notre monde. De ce point de vue, la manière dont nous rendons compte des événements au quotidien me semble extrêmement importante quant à la compréhension générale que les citoyens ont du fonctionnement de notre monde, et peut pousser certains d'entre eux à considérer que la seule alternative au monde tel qu'il existe – fausse alternative évidemment – est la contestation, la protestation dans ce que l'extrême droite représente.

L'instantanéité et la rapidité créent l'oubli et la superficialité

J'ai parlé du règne de l'émotion mais il y a aussi quelque chose qui est plus lié sans doute au fonctionnement interne de la télévision, du journalisme, des médias, qui est cette volonté d'être en permanence dans l'instant et dans la rapidité la plus absolue.

Il est vrai qu'on ne peut pas concevoir de journaliste ou de journalisme sans une volonté d'être les premiers, d'être ceux qui, les premiers, vont donner la nouvelle. C'est aussi vieux que l'idée même de journalisme. Dans les premiers temps du journalisme, de la presse écrite, il y avait déjà cette guerre entre quotidiens et envoyés spéciaux. Dans les guerres du 19^e siècle déjà, c'est quelque chose qui existait.

Loin de moi l'idée de dire que c'est un fonctionnement qui doit être banni. Pas du tout. Je pense qu'il est légitime, normal, et qu'en plus cela fait partie de l'excitation du métier de journaliste d'être le premier à livrer un message, à livrer une information, à faire découvrir quelque chose au public. Mais la surenchère, la concurrence, ont tellement exacerbé cette nécessité de la rapidité et d'être les premiers, que toutes les balises ont sauté, tous les verrous ont éclaté, et on ne tient plus compte des éléments essentiels et déterminants de la vérification de l'information. On veut tellement être les premiers qu'on ne vérifie plus, qu'on livre des informations. D'où un certain nombre de distorsions, de dérives et de dérapages. De plus, je pense fondamentalement que cette question de la rapidité, de l'instantanéité, est liée aussi à des valeurs qui sont celles du marché.

Le marché va très vite, le marché considère que tout est obsolète, qu'il faut changer tout de suite nos modes de consommation pour permettre la production d'autres modes de consommation, d'autres produits. Cette rapidité, cette instantanéité qui s'est surajoutée à la tradition journalistique, est à mon avis extrêmement liée à la question du marché, aux « valeurs » du marché, à cette société du marché.

Bien entendu, je ne suis pas là pour dire que nous ne devons pas vivre dans une société de marché et qu'il y a une alternative à cette société de marché. L'histoire a démontré, on peut le regretter ou l'approuver mais c'est comme cela, que la seule société efficace est la société qui est liée à une certaine liberté, à l'économie de marché. La question étant de savoir comment on contrôle ce marché, comment on peut juguler ses effets. Nous vivons aujourd'hui dans une société du marché dont les « valeurs » ont envahi tous les secteurs, y compris les secteurs de la culture et de l'information, pour en travestir les traits et en donner les traits les plus caricaturaux.

Il y a donc cette nécessité de lutter à certains moments pour prendre du recul, de ne pas être en permanence dans cette instantanéité et dans cette rapidité. Je me permets une deuxième petite citation, celle d'un grand écrivain, Milan Kundera, dans un très beau texte au titre éminemment évocateur, qui n'est pas un roman mais se situe entre la fiction et l'essai, *La lenteur* : « Notre époque s'adonne au démon vitesse, elle est obsédée par le désir d'oubli ». Et il ajoutait : « Il y a un lien secret entre la lenteur et la mémoire, entre la vitesse et l'oubli ». Et il est vrai que la vitesse nous porte à l'oubli, à la superficialité, à cette instantanéité, alors qu'une certaine lenteur nous permet de nous installer dans la compréhension du monde.

Juste après la guerre du Golfe, j'ai publié un bouquin qui s'appelait *Une minute de silence*. C'est une phrase que j'avais écrite dans un article, au moment même de la guerre du Golfe, en voyant la manière dont la télévision fonctionnait. Je réclamais de la part des médias une minute de silence, pas plus qu'une minute. Un moment dans ce flot de directs, d'ininterrompus, d'envoyés spéciaux qui nous parlaient dans le vide, sans avoir d'informations véritables et qui, forcément, nous disaient un certain nombre d'invéraisemblances et d'erreurs. Je réclamais, je demandais un moment d'arrêt, une minute de silence pour reprendre son souffle, pour se donner le temps de la réflexion.

Le bouleversement de la hiérarchisation de l'information

Dernier élément de cette évolution de l'information au cours des vingt dernières années, qui est lié à tous les précédents : le bouleversement absolu de la hiérarchisation de l'information. La grille de lecture des journalistes s'est modifiée. Je parlais du fait divers tout à l'heure. Il est non seulement devenu une matière dominante mais également cette substance qui prend la première place dans les journaux. La politique est rejetée et exilée en fin de journal quand elle n'est pas complètement éliminée. La culture est

relativement abandonnée sauf quand il s'agit de vedettes ou de stars ; la starisation fonctionne aussi toujours très bien à la télévision. Cette modification de la hiérarchisation ne favorise pas un éclairage utile au citoyen.

J'ai dit et je le répète, d'une manière parfois peut-être trop insistante, que tout cela est dû essentiellement à l'irruption du marché, à la concurrence et à la surenchère. Mais peut-être faut-il aussi s'interroger sur un mode de fonctionnement propre à la télévision elle-même, au langage propre de la télévision.

S'en référer aux critères du service public ou à ceux de la concurrence ?

Je voudrais vous raconter à cet égard une expérience qui met en cause les deux pôles qui favorisent l'évolution de la télévision et de l'information à la télévision telle que nous l'avons connue. Cela remonte à déjà plus de vingt ans.

C'était en 1984, j'étais à l'époque journaliste au journal télévisé. Un dimanche matin, nous avons reçu en petit comité -- puisque le dimanche il y a en général moins de journalistes que les autres jours, l'actualité étant réputée plus calme -- nous avons reçu cette image comme les journalistes en reçoivent à forte dose aujourd'hui (mais à l'époque c'était trois fois par jour) : des images du monde entier, à travers un système de bourse d'échanges entre télévisions. Cela fait comprendre pourquoi on voit les mêmes images partout, ce sont des images qui alimentent les télévisions du monde entier, qu'elles reçoivent tout de suite. Pour les télévisions qui n'ont pas nécessairement beaucoup de moyens, c'est une manière de pouvoir rendre compte par l'image de ce dont elles seraient privées sans ce système. Ce jour-là donc, nous avons découvert une image qui a provoqué un silence glacial dans la rédaction.

Vous savez que dans les rédactions les journalistes ont la réputation d'être assez cyniques. C'est une manière de se protéger, je pense, de la violence dont ils sont les témoins au quotidien. En général, même quand il y a des morts ou quand il y a des catastrophes, il y a toujours l'un ou l'autre pour lancer une plaisanterie d'un goût douteux.

Mais ce jour-là, non, ce jour-là il y a eu un silence absolu, glacial, dans la salle de rédaction. C'était cette image dont vous avez certainement le souvenir, soit pour l'avoir vue à l'époque, soit parce qu'elle a été reprise dans beaucoup d'émissions magazines ou de rétrospectives par la suite, c'est cette image de la petite fille d'Armero, la petite fille qui s'enfonce dans la boue d'un petit village en Colombie, après un glissement de terrain et dont on sait qu'on va la voir mourir quasi en direct sous nos yeux.

Un débat s'est installé tout de suite après cette minute d'effroi, à l'intérieur de la rédaction du journal télévisé, pour savoir ce qu'on allait faire d'une image de ce genre-là. Il y a eu un débat d'une très grande tenue entre les partisans des deux positions, qui étaient respectables toutes les deux, je

pense. Les uns disant : « *Nous n'avons pas à censurer cette image* », ajoutant – nous étions en pleine époque du journalisme humanitaire, de Kouchner qui allait porter ses sacs de riz, et qui mobilisait les consciences – : « *En montrant cette image, nous allons mobiliser les consciences en Belgique, nous allons favoriser le fait que les citoyens se sentent solidaires et manifestent leur solidarité par des dons. Et puis, c'est une image qui existe, nous n'avons pas à la supprimer de la connaissance du téléspectateur* ».

Moi et un certain nombre d'autres étions d'un avis inverse, disant : « *Mais quelle est la question qu'il faut se poser, quel est le sens d'une image de ce type-là, qu'est ce que nous pouvons démontrer, faire comprendre de l'événement qui est vécu ?* » Nous avions le sentiment que montrer cette image était une violence extrême, non respectueuse, et finalement un spectacle de voyeurs que nous offrions aux téléspectateurs. Qu'il y avait sans doute à montrer quelque chose, peut-être un plan fixe, une image, pour frapper l'attention sur les événements qui se déroulaient là-bas, mais nous n'avions pas à étaler cette agonie en direct. En plus, la fillette parlait, elle s'adressait à ses parents en pleurant.

Le débat a duré une heure, et puis quelqu'un a lâché la phrase fatidique et là, nous étions sur la question du marché : « *Oui mais de toute façon, 'ils' la passeront* » ! 'Ils', vous l'avez compris, c'est la concurrence, les autres. Le débat s'est arrêté là, tout de suite, il n'y a plus eu de débat. La décision a été prise à la majorité qu'on passerait ces images.

Je l'ai toujours regretté et je pense que c'est ce jour-là que je me suis dit qu'il était peut-être temps de penser à un autre métier, qu'en tout cas il n'était peut-être plus possible d'exercer le métier de journaliste tel que je l'avais appris au sein même du service public, puisque dorénavant les critères qui étaient utilisés pour décider du passage d'une image, d'une politique éditoriale, n'étaient plus nos critères à nous mais les critères de la concurrence.

Le manque de contre-champ empêche de donner sens

L'autre élément, qui n'est pas du tout celui du marché mais celui du langage de la télévision, c'est que nous nous sommes dit que nous aurions peut-être pu passer cette image si nous avions eu ce qu'on appelle le contre-champ. L'image de la petite fille est donnée par une caméra qui filme la petite fille, c'est ce qu'on appelle le champ, le cadre. De l'autre côté, si l'on a une deuxième caméra qui nous montre l'enfant de dos, nous avons le contre-champ. Le contre-champ, c'est vous me regardant ; le champ, c'est moi qui vous regarde. Si nous avions eu le contre-champ, qu'aurions-nous vu ? Nous aurions vu quinze, vingt, trente caméras, du matériel ultra sophistiqué, permettant non seulement de capter l'image dans des conditions techniques absolument épouvantables mais capables aussi de retransmettre cette image en direct à l'autre bout du monde, dans n'importe quel coin de la planète. Mais, en même temps qu'il y avait cette surabondance de technique et de technologie super avancées, super so-

phistiquées, il n'y avait pas là le treuil tout simple qui aurait permis de sauver la petite fille !... Cette image-là aurait été porteuse de sens, car elle indiquait symboliquement quels sont les choix de notre société. Il y avait là une violence, dans le champ et le contre-champ, qui aurait justifié à mon avis le passage de l'image, y compris cette agonie de la petite fille sous nos yeux.

Ceci n'est pas une question liée au marché, il se fait simplement que, contrairement au cinéma, la télévision utilise très peu le contre-champ. C'est un cadre, une seule image et rien n'existe en dehors de cette image. Au cinéma, il y a le champ et le contre-champ. Il y a aussi dans la construction de cinéma, de fiction ou documentaire, ce qu'on appelle le hors cadre : on tient compte dans le montage, dans l'élaboration du film, de ce qui n'est pas dans le cadre. Il y a une référence à ce qui se passe non pas dans ce que je vois là mais aussi dans ce qui se passe là et là : le noir, la lumière, l'éclairage. J'en tiens compte dans la manière dont je rends compte de ce qui se passe. La télévision, elle, n'utilise que le champ ; elle est, d'une certaine manière, je l'ai dit à propos de la guerre du Golfe, un instrument qui filme en couleur mais qui pense en noir et blanc. Elle n'accepte pas la nuance, elle n'accepte pas ou extrêmement difficilement l'incertitude, le doute, le questionnement. Elle a besoin de choses brutales, de choses fixes, de certitudes.

Et puisque je le dis à propos de la guerre du Golfe, je voudrais ajouter que ce qui m'a frappé à son propos est ce qui suit. Pour des raisons que l'on peut bien comprendre, qui n'étaient d'ailleurs pas injustifiées, le point de vue dominant était le point de vue de la coalition anti-irakienne. Il y avait bien quelques adversaires très caricaturaux de la guerre qui prenaient la parole mais ils étaient tellement caricaturaux qu'ils n'étaient absolument pas crédibles. Mais tous ceux qui avaient des doutes sur la manière dont cette guerre était menée, sur la nécessité de la mener à cet endroit-là, à ce moment-là, dans les conditions où elle était menée, tout cela était pratiquement éliminé du langage télévisuel, parce que nous avons besoin d'une pensée en noir et blanc.

Les images de guerre : la seconde guerre du Golfe et la guerre 14-18

J'arrive ainsi aux images de guerre. Dans notre représentation du monde aujourd'hui, les images de guerre sont à la fois extrêmement importantes, parce qu'elles occupent une place forte. Elles sont aussi symboliquement importantes parce qu'elles sont l'exacerbation de tous les conflits de notre société. Ce sont des images qui ne sont jamais neutres.

Je voudrais vous montrer quelques images à propos de la guerre en Irak. Ce sont des images qui ne sont jamais neutres, elles reflètent toujours un point de vue, conscient ou inconscient. Je ne crois pas au complot, je ne crois pas à la manipulation organisée par quelques sociétés ou quelques gouvernements. Je pense qu'il y a un système à mettre en cause, il n'y a pas quelques volontés qui dominent tout le reste et qui veulent nous faire avaler une certaine conception du monde. C'est un système. Auquel

d'ailleurs, d'une manière ou d'une autre, nous participons très souvent, consciemment ou inconsciemment. Une image – et on va le voir tout de suite – n'est pas la même si elle est diffusée par une télévision ou par une autre. Non seulement parce que le commentaire sera différent mais parce que l'éclairage général sera différent, parce qu'elle va intervenir à un moment différent du journal, entre d'autres images, dans un cas comme dans l'autre.

Je voudrais vous montrer un extrait d'une émission qui a été réalisée par mon ami Jean-François Bastin au moment de la deuxième guerre d'Irak, et qui est basée sur un principe extrêmement simple et élémentaire. Jean-François Bastin et deux de ses collaborateurs et collaboratrices, ont décidé, depuis le début de la guerre et de ses préparatifs, jusqu'à la prise de Bagdad par les anglo-américains, d'enregistrer non-stop 20 ou 25 chaînes de télévisions européennes, américaines, du tiers-monde, d'Irak, des pays du Moyen-Orient, d'Israël, afin de voir comment ces pays captaient ces événements et en rendaient compte. Je vous montre un extrait de cette émission qui parle de la manière dont on représente dans les différentes télévisions la question du corps et des prisonniers.

[Projection sur grand écran des images de la séquence annoncée : mixage d'images de plusieurs TV avec une voix-off qui décrypte et analyse la manière dont les TV du globe traitent de manière différente des images identiques] :

« Il y a des corps utiles et inutiles. Ceux que l'on montre et ceux que l'on cache. Ou qu'on voudrait bien cacher. Un prisonnier de guerre, c'est plus qu'un butin, c'est une preuve, une promesse de victoire.

« Vendredi 21 mars, on a vu et revu cette image sur toutes les chaînes, sauf la télévision irakienne. Cette image est devenue en quelques minutes, et pendant 24 heures, la preuve universelle de la supériorité anglo-américaine.

« Mais cette image n'a pas été la première du genre. La toute première image de ce qui pouvait ressembler à un contrôle ou à une arrestation d'Irakiens par des soldats britanniques, a été montrée par la chaîne Al Jazira vers 9 heures du matin. En studio, le présentateur se demande s'il s'agit de civils ou de militaires irakiens. Son interlocuteur affirme que ce sont des civils. Quelques minutes plus tard, la chaîne britannique BBC va présenter les mêmes images mais insérées dans un montage commençant par la fameuse scène de la reddition ; une image qui change tout. A partir d'ici, les images de civils ou de pseudo-civils contrôlés par les Britanniques vont prendre un autre sens. Elles vont s'inscrire dans la continuité de la reddition, de la soumission irakienne. Le commentateur de la BBC ne parle d'ailleurs que de soldats irakiens et l'inscription sur l'image est très claire : elle parle de prisonniers de guerre, peu importe donc leur tenue, civile ou militaire.

« Ce jour-là, vendredi 21 mars, sur la plupart des chaînes de télévision, ce montage signifiera que la défaite irakienne est inéluctable et sans doute assez proche.

« Dans le grand feuilleton de la guerre, une image chasse l'autre. L'image de la file de prisonniers irakiens fait son office pendant 24 heures.

« Deux jours plus tard, ce dimanche 23 mars, les télévisions vont s'emparer d'autres images, venant cette fois de source irakienne, des images mêlant prisonniers et morts américains, des images distillées chez nous avec un certain suspense. [Séquences de la RTBF avec les voix des journalistes qui les commentent]. Dans les télévisions belges, ce dimanche 23 mars, on semble s'être donné le mot pour mettre le public en garde. [Séquences de RTL avec les voix des journalistes qui les commentent]. Ces images, manifestement, sont à haut risque et à prendre avec des pincettes. Elles ont été filmées par la chaîne officielle irakienne, puis transmises à la chaîne Al Jazira, qui les a diffusées en long et en large. Et c'est seulement alors que la chaîne irakienne les a diffusées à son tour, comme si elles provenaient d'Al Jazira, comme si le label Al Jazira leur donnait une force de vérité supplémentaire. Avec cette note particulière sur la chaîne irakienne, une phrase incrustée en haut de l'écran, quelques mots d'une ironie féroce : 'Et alors, cette balade américaine ?'

« Comme pour les images de prisonniers irakiens deux jours plus tôt, ce sont les deux, trois mêmes plans qui vont revenir, partout, pendant 24 heures, de façon convulsive. Partout, sauf sur les chaînes américaines. Sur CNN, le reportage de la télévision irakienne se réduit à une image fixe et relativement brève. Le journaliste dit qu'il est impossible de spéculer sur les circonstances de la mort de ces soldats. Sur Fox News, pas la moindre image mais beaucoup de paroles. Fox attend, Fox relaie la protestation des autorités américaines accusant l'Irak de ne pas respecter les conventions de Genève. Sur CNBC, une seule image mais elle date de 1991 : un prisonnier de la première guerre du Golfe. CNBC se fait aussi l'écho des protestations américaines, en oubliant que le matin même elle présentait un reportage sur les prisonniers irakiens. Et le reporter nous explique avec force détails que ces prisonniers sont parfaitement traités.

« Le cas de TV5 est curieux et passionnant. La chaîne internationale francophone qui relaie les programmes de différentes télévisions a donné beaucoup d'importance aux questions de droit de la guerre, aux questions d'images, mais en changeant d'attitude d'un jour à l'autre et parfois d'une heure à l'autre. Pour le public, difficile de s'y retrouver. Par exemple, ce dimanche 23 mars. Dans son journal de 19 heures, TV5 va brouiller les images des morts et des prisonniers américains. Un brouillage tellement radical que tout y passe, y compris Donald Rumsfeld. Une demi-heure plus tard, toujours sur TV5, dans le journal de France 3 : les mêmes images en clair sans le moindre brouillage. Et le plus incroyable est que TV5 reprend l'image de France 3, qui reprend l'image d'Iraki TV, qui reprend l'image d'Al Jazira, en y ajoutant la fameuse phrase en arabe : 'Et

alors, cette balade américaine ?' En une demi-heure, sur TV5, on est passé de l'occultation à l'exhibition. »

[Hugues Le Paige, reprenant son exposé] : Si ce n'était pas aussi dramatique, ce serait très drôle, parce qu'on a là en quelques minutes un décryptage passionnant de la manière dont on travaille à la télévision aujourd'hui, avec cette impossibilité ou ce refus ou cette incapacité à prendre du recul, à vouloir absolument balancer tout, tout de suite, avec les résultats que vous avez vus là.

Mais je voudrais apporter une nuance à tout ce que je viens de dire et répéter que ce n'est pas que la télévision qui est ici en cause. Bien entendu, la puissance de la télévision a accentué tous les effets de la perversion de l'image à certains moments. C'est une vieille histoire, aussi vieille que l'image, depuis que l'image existe et en tout cas depuis que le cinéma existe.

Je voudrais à ce propos vous montrer un second petit extrait qui nous reporte quasi un siècle en arrière, à la guerre de 14-18, à un moment où le cinéma est naissant mais déjà en pleine expansion. On va voir que pour la première fois l'image animée va jouer un rôle, va devenir une arme de guerre dans un conflit. Nous avons vu les prisonniers de la guerre du Golfe ; je voudrais vous montrer comment on filmait les prisonniers de la grande guerre à travers un petit extrait d'un documentaire remarquable qui s'appelle *L'héroïque cinématographe*, de Laurent Véray et Agnès de Sacy.

Vous savez que la vision que nous avons de la guerre 14-18, en termes d'images, est complètement fautive. Quatre-vingt-dix-neuf pour cent des images qui sont utilisées pour rendre compte de la guerre 14-18, des tranchées, des offensives, sont des images de reconstitution ou de films de fiction. Bien entendu, les opérateurs n'allaient pas sur le théâtre des opérations ; ils n'en seraient pas revenus ! L'image que nous avons est donc une image de pure représentation. Ici, dans ce documentaire, les deux réalisateurs ont choisi d'adapter des carnets de bord, de mémoires, de deux opérateurs, un Allemand et un Français, qui expliquent comment ils filmaient les prisonniers entre 1914 et 1918. On va voir d'abord le point de vue allemand et ensuite le français, et on va voir que c'est d'une actualité incroyable.

[Projection des images de la seconde séquence, avec la voix du commentateur de l'époque] :

« Ici, la 10^e armée russe a été défaite. 65.000 prisonniers, me dit un officier. 65.000... C'est un chiffre... Comment filmer le défilé d'un tel troupeau humain ? Je décide de panoramiquer, lentement, sur l'interminable colonne de silhouettes grises et harassées : notre butin de guerre. Une note, en bas de page : 'N'oublions pas, le cinématographe est un outil puissant et nous sommes en guerre. Je dois mener le jeu, dominer le réel. Comment montrer ce qu'on ne voit pas, au-delà du parapet, au-delà de nos

lignes et des barbelés, ce lieu inaccessible que seuls les combattants connaissent ?'

« 27 juin 1915. C'est pas du bluff, j'y suis. Aujourd'hui, sur le Reichackerkopf j'ai tourné les premières véritables images de cette guerre. Pour une fois informé avant, j'ai pu me percher à l'aube, sur le toit d'une maisonnette, dans l'axe des positions ennemies. A 8 heures précises le bombardement commence. J'entends le grondement sans fin des lourds obus de mortier et je les vois, à travers le viseur de ma caméra, qui s'abattent sur la crête. Je reste fasciné, des heures durant, devant ce paysage qui se consume.

« Pestiférés, criminels, barbares, tout au spectacle de la guerre, j'en avais fini par oublier l'ennemi. Des prisonniers de la bataille de Reichackerkopf traversent la ville au milieu des civils et des insultes pleuvent de toutes parts. »

[Projection de l'extrait de la séquence de l'opérateur français] :

« Les consignes de la propagande étaient claires : filmer les boches comme des trophées, qu'ils soient vivants ou qu'ils soient morts. Alors nous, opérateurs, filmions leurs cadavres sans états d'âme, comme des dépouilles abandonnées, un châtiment mérité. A l'arrière, les salles applaudissaient. En filmant les captifs, j'avais vite compris : la plongée, la perspective, évoquait la défaite. Jusqu'à ce jour, près de Verdun, la bataille avait été terrible. Je décidai de faire du zèle. La colonne, c'était spectaculaire mais somme toute ennuyeux. J'approchai mon trépied. Les Allemands passaient près de ma caméra, la regardaient ; leur visage faisait réfléchir. En plan rapproché, l'ennemi n'est plus tout à fait le même. Danger. Comment peut-on haïr un homme exténué qui vous regarde dans les yeux ? »

C'est assez exceptionnel, parce que l'opérateur allemand dit : *« Nous devons dominer le réel »*, l'opérateur français met en évidence aussi ce qui peut échapper à la propagande, en filmant ces prisonniers et en filmant l'humanité d'un regard, il renverse son travail. On ne dit pas si ces images ont été acceptées par la suite mais cela veut dire que le système n'est pas complètement infaillible et qu'il y a des interstices qui sont possibles pour rendre compte d'une autre manière de la réalité. Mais cela indique aussi que la télévision n'a rien inventé et que déjà dans le langage de l'image en 1914, on retrouve les mêmes procédés que nous avons vus à propos de la guerre du 21^e siècle.

L'indispensable éducation aux médias

Il y a donc là des leçons à retenir (mais comme d'habitude je me suis laissé emporter, j'ai été un peu long et je ne parlerai que très rapidement de ce que je voulais vous dire sur la question de la transparence). Je pense que par rapport au décryptage de ces images, en tant que téléspectateurs, la seule chose qui puisse nous sauver, qui puisse sauver nos en-

fants et les générations à venir, c'est de se battre pour imposer une éducation aux médias.

Si nous ne faisons pas ce qu'a fait Jean-François Bastin dans son exercice, mais nous au quotidien cette fois, c'est-à-dire à regarder ces images en les faisant passer par un tamis critique, par un regard qui remet en cause le fonctionnement de l'image, qui n'accepte pas nécessairement l'ordre des plans, qui sait comment on peut utiliser dans le montage tel ou tel son, telle ou telle image, si nous n'arrivons pas à donner à nos enfants cette éducation aux médias, nous resterons des citoyens, des sujets passifs, susceptibles d'être manipulés. Cela me semble être une leçon fondamentale, et cela n'est pas tout à fait impossible. Je ne crois pas qu'il soit utopique de penser que dans les dix années à venir on puisse construire dans l'enseignement un secteur de l'éducation aux médias.

La vérité a besoin de secrets

J'aurais voulu vous montrer d'autres images sur la question de la transparence qui me semble aussi être une question fondamentale dans la compréhension du monde d'aujourd'hui. Il y a une sorte d'illusion de la transparence. On nous dit qu'on doit tout montrer à tout moment mais cela n'est pas vrai. Je pense que, paradoxalement, la vérité a besoin à certains moments de secrets, et ce n'est pas un jeu de mots.

Dans un dialogue que j'ai eu avec Jean Lacouture, grand journaliste, grand biographe, qui a vécu tous les grands événements de la deuxième moitié du 20^e siècle, il fait l'éloge du secret. Ce peut être paradoxal pour un journaliste mais il insiste sur la nécessité de l'ombre et de la lumière, du clair et de l'obscur.

On ne comprend bien, on ne voit bien, on ne met en perspective que si on est dans le clair-obscur. Une scène blanche dans la lumière crue nous aveugle et ne nous donne pas la réalité de ce qui se passe. Et donc je pense que nous avons à mettre en cause cette mode aujourd'hui, cette pression qu'il y a sur la nécessité d'une transparence. Mais je pense que la vérité s'écrit avec un petit « v », pas avec un grand « V », que la vérité en matière d'information en tout cas nécessite une résistance, un dévouement, un acte progressif de compréhension et que tout montrer d'un coup dans la lumière crue ne nous permet en général pas de comprendre le monde et est une illusion.

De plus, cette transparence aboutit généralement à ce que les médias renoncent à leur essence même, c'est-à-dire à la médiation. Tout montrer tout de suite, tout le temps, c'est ouvrir à plein robinet une représentation du monde à travers du direct, à travers des caméras ouvertes en permanence, à travers une ville qui serait illuminée *al giorno* 24 heures sur 24. Cela ne nous permet pas de comprendre quels sont les ressorts fondamentaux de notre société et c'est amener les médias à renoncer à ce pourquoi ils ont été créés, c'est-à-dire la médiation.

Conclusion

Pour clôturer selon un point de vue qui n'est pas totalement pessimiste, je disais à propos de l'éducation aux médias que cela me semble un instrument indispensable pour que nous puissions entrer en résistance, être responsable de notre propre vision du monde.

Je pense aussi qu'en dépit de tout ce que nous voyons, de ce qu'est la télévision aujourd'hui, qu'une autre télévision est possible. Il y a une logique évidente qui n'apparaît pas aux yeux des dirigeants de la télévision aujourd'hui mais qui est implacable, de mon point de vue. Implacable non pas pour tous les arguments que j'ai mis en avant ce soir, non pas pour des éléments de politique éditoriale, d'éthique, de déontologie, d'idéologie, de politique, de conception du monde, de vision du monde, d'approche, de point de vue, non, mais qui est implacable si on se situe sur le plan même du marché. Même si on ne prend comme seul critère possible que le critère du marché, la télévision de service public n'a de chance d'exister demain que si elle occupe un créneau, le seul qu'elle puisse occuper, le seul qui soit libre d'ailleurs, le créneau de la différence. Si elle retrouve sa personnalité, si elle retrouve son identité, si elle offre ce que tous les autres ne veulent pas ou ne peuvent pas offrir, elle retrouvera, je pense, une audience, une crédibilité et une personnalité.

Aujourd'hui, pour en revenir à des chiffres très plats, le journal télévisé de la RTBF enregistre un score d'audience à la baisse extrêmement grave. Il y a tous les jours 200 à 250.000 téléspectateurs de moins par rapport à sa concurrente privée. S'ils ne comprennent pas qu'ils doivent, à partir de ce socle-là, reconstruire une information de service public, on ira, je pense, vers la disparition, en tant que service public, d'une information qui soit réellement différente.

Cela ne dépend probablement pas que de la télévision, cela ne dépend sûrement pas que des dirigeants de la télévision ni des responsables de l'audiovisuel de notre pays au niveau politique, économique ou éditorial. Reprenant et paraphrasant le slogan des altermondialistes qui disent qu'un autre monde est possible, je pense qu'une autre télévision est possible mais n'est possible que si un autre monde est possible !

Nous ne retrouverons une télévision de service public qui nous offre une information digne de ce nom et qui nous respecte en tant que citoyen que si nous préservons et retrouvons aussi un système de protection sociale, un système de santé, un système de justice, un système d'enseignement, qui soient préservés dans leurs droits, dans leurs prérogatives et dans le service qu'ils rendent aux citoyens.

N'isolons donc pas la question de la télévision, car cette question fait partie aujourd'hui – j'utilise le mot -- d'un combat global que nous avons à mener pour une société plus responsable.

C. Débat avec la salle

Question. – La télévision fonctionne avec des moyens financiers. Si le marché n'est pas là pour les lui donner, comment peut-on financer le service public autrement qu'avec la téléredevance qui finira par avoir des problèmes à cause de la télévision via Internet ?

Je ne mets évidemment pas en cause le système global de l'économie de marché mais je pense que la télévision publique doit fonctionner hors des règles du marché. La télévision publique n'est pas une marchandise et elle doit être financée par le secteur public.

J'ai toujours été un partisan, envers et contre tout, du maintien de la redevance. Je pense que la redevance établit un lien entre la télévision publique et celui qui la paie, et ce dernier est en droit d'exiger, en fonction de ce qu'il paie, un certain niveau et un certain nombre de choses de sa télévision publique. Le problème de la redevance, qui était une taxe affectée, au départ destinée à financer la radio et la télévision publiques, est qu'elle a pratiquement été utilisée, depuis le début, comme un impôt global avec lequel on finance plein d'autres choses, très honorables : un fonds de handicapés, des secteurs de la Communauté française qui ont bien besoin de financement, mais cela ne finance plus la radio et la télévision.

Savez-vous que si on avait laissé le produit intégral de la redevance à la RTBF, elle n'aurait pas eu besoin de publicité ? Elle pouvait même se refinancer et on pouvait refinancer du même coup pratiquement l'ensemble des télévisions communautaires. Le produit de la redevance tel qu'il existait encore il y a cinq ou dix ans, était de cette ampleur et de cette nature-là. Mais dans la politique d'antifiscalité, d'« anti-rage taxatoire », de vouloir absolument défiscaliser un certain nombre de choses, je pense qu'on a commis une erreur fondamentale, parce qu'on ne peut pas à la fois avoir des services publics et ne pas payer d'impôts.

Q. – Comment expliquer la différence de qualité entre Arte et différentes autres télévisions ?

Il y a deux raisons. Une première, c'est qu'il y a un choix de politique éditoriale extrêmement clair. Arte est une télévision qui a très clairement des ambitions culturelles précises, qui s'adresse à un public qui a une certaine formation pour pouvoir apprécier ses programmes et qui au départ – aujourd'hui c'est en train de changer – n'avait pas de contraintes d'audience. On ne demandait pas à Arte de faire 10, 15, 20 % de parts de marché, elle n'en fait d'ailleurs qu'entre 1,50 et 3 points. Elle n'avait pas cette obligation de courir derrière l'audience.

D'autre part, il y a un financement d'Arte qui est extrêmement important. Arte est financé par un accord d'Etat à Etat, entre la France et l'Allemagne, avec des alliances d'autres pays qui se sont ajoutés de manière très minoritaire. Il y a une volonté politique. A l'époque, c'est Helmut Kohl et François Mitterrand qui, dans le cadre de la réconciliation franco-

allemande et dans une perspective européenne, ont décidé de mettre beaucoup d'argent sur ce projet. Et on a confié le travail à des professionnels de très haut niveau, à des intellectuels qui font aussi de la télévision, ce qui n'est pas toujours fréquent.

Mais on sait aussi que c'est avec une perspective relativement limitée en termes d'audience. Arte ne se trouve donc pas confronté aux problèmes des grandes chaînes publiques généralistes qui s'adressent d'emblée à l'ensemble des publics et qui sont confrontées à la concurrence. Arte a bien sûr aussi aujourd'hui des problèmes d'audience, parce que dans la pression ambiante beaucoup disent que c'est trop d'argent consacré pour trop peu de public. Donc, elle aussi se met aujourd'hui d'une certaine manière à mettre un peu d'eau dans son vin. Vous pourrez remarquer que depuis quelques années Arte ne diffuse presque plus de films en version originale, parce que cela fait moins d'audience ; qu'un certain nombre d'émissions qui n'existaient pas au préalable existent aussi désormais sur Arte ; que la programmation s'est un tout petit peu plus ouverte sur des publics divers, ce qui n'est d'ailleurs pas sans intérêt.

Q. – Vous avez mis en évidence le pouvoir de l'image et l'arrivée d'une autre forme de télévision par l'ultra libéralisme, mais il y a aussi l'utilisation de l'image sous une forme de politisation qui a fait en sorte d'inciter d'autres intervenants à vouloir prendre le pouvoir sur ces images. Quand vous dites que vous vous battez pour une télévision qui met en évidence la différence, est-ce qu'il ne faut pas aussi se battre pour l'objectivité et pour la qualité ?

Je suis d'accord avec vous, sauf sur un terme qui est celui de l'objectivité. Je pense que l'objectivité n'existe pas. Nous avons tous un point de vue qui est formé du jour où nous sommes sortis du ventre de notre mère jusqu'au dernier livre que nous avons lu. Toutes nos conditions de vie forment notre point de vue et nous avons tous des points de vue différents. Nous ne devons pas faire semblant de ne pas en avoir un, parce que nous en avons de toute façon un. En cela, je conteste la notion d'objectivité mais je ne conteste pas du tout ce que vous avez dit sur ce qui pourrait être en tout cas l'honnêteté, l'intégrité intellectuelle, la séparation du fait et du commentaire, la nécessité de rendre compte de tous les points de vue, du pluralisme. Bien entendu, là-dessus, nous sommes entièrement d'accord.

J'ai su, ressenti et vécu ce que pouvait être l'interventionnisme politique, dans le sens politique, dans les services publics, notamment à la RTBF. J'aurais dû en parler, car c'est vrai qu'il y a eu et qu'il y a toujours d'ailleurs, un contrôle parfois extrêmement tatillon des partis politiques sur la manière dont la RTBF fonctionne. Aujourd'hui, la priorité s'est déplacée et les contraintes et les pressions les plus fortes sont celles du marché, plus que celles des politiques, mais c'est vrai que cela continue à fonctionner. La RTBF cumule aujourd'hui les handicaps des pressions du politique et du marché, ce qui est beaucoup pour une seule télévision.

Je pense que quelque chose a changé, même si le conseil d'administration est parfois très tatillon. Les journalistes sont libres, il n'y a pas de censure, je peux vous le garantir, c'est absolument incontestable. Ce qu'il y a, c'est qu'on nomme à des postes à responsabilité les gens qui ont la couleur qu'il faut à cet endroit-là, et en cela il y a toujours des interventions politiques. Mais par ailleurs, ce qui a changé, c'est qu'il y a eu une inversion du rapport de force, pour le pire et pour le meilleur, entre les médias et la politique. Les exemples ont été plus caricaturaux encore en France à l'époque de l'ORTF sous de Gaulle, où c'était véritablement une télévision d'Etat, où le ministre de l'information avait une ligne directe avec le journaliste qui présentait le journal télévisé et était le vrai rédacteur en chef du journal télévisé.

Aujourd'hui ce sont les médias qui imposent l'agenda, qui décident de ce dont on va parler, qui forcent parfois les politiques à répondre à des choses auxquelles ils ne peuvent pas répondre parce que, comme l'a dit souvent Michel Rocard, le temps de la politique n'est pas le temps des médias. On peut bien sûr faire des effets d'annonce mais mesurer l'impact d'une politique, la mise en application d'une politique, n'a pas de transcription médiatique immédiate. Les résultats d'une politique ne sont pas toujours subitement perceptibles. Or, les médias exigent une réponse tout de suite, ils n'attendent pas, ils ne peuvent ou ne veulent pas attendre, ils fonctionnent autrement, ils sont sous un autre registre du temps ; comme la justice d'ailleurs, ce qui amène aussi des dérapages, comme on a pu le voir dans un certain nombre d'affaires au cours des dernières années.

Je dérive un peu mais je suis d'accord avec vous sur l'honnêteté. C'est vrai qu'il y a eu de la propagande, évidemment dans les pays totalitaires, mais parfois aussi dans des pays démocratiques où la radiotélévision n'a pas toujours respecté le pluralisme d'opinion.

Q. – Je trouve qu'actuellement l'information est bien meilleure à la radio, notamment à *La Première* qui me semble garder une certaine objectivité, un esprit d'analyse et un recul qu'on ne trouve plus à la télévision. Quel est votre sentiment là-dessus ?

Je suis entièrement d'accord avec vous. Je pense que la radio, pour des raisons qui sont à la fois d'ordre économique et presque structurel de son langage, a conservé un niveau beaucoup plus élevé au point de vue de l'information et est d'ailleurs plus crédible. Les sondages d'opinion et les enquêtes qui sont menées tous les ans en France, par l'excellent hebdomadaire de radio et de télévision *Télérama* (et je pense que si on faisait la même enquête en Communauté française les résultats ne seraient pas très éloignés), pour voir comment les Français réagissent à l'information à la radio et à la télévision, désignent depuis dix ou quinze ans la radio comme le moyen de communication le plus crédible.

Je disais raison économique, parce que la radio est un enjeu moins important et donc la pression commerciale est moins forte, même si aujourd'hui la concurrence joue aussi à plein. Et puis, par rapport à tout ce que j'ai dit sur l'image, la radio c'est créer des images avec des mots. On est donc

sur le terrain du rationnel et beaucoup moins sur celui de l'émotionnel ; on est plus sur le terrain de l'analyse, moins sur celui du témoignage pur. Même si le reportage en radio peut aussi associer émotion vécue, témoignage et analyse, mais on y préserve effectivement cette complexité de l'information. Cela peut sembler étrange, parce qu'au départ la radio était l'instrument privilégié du direct, le plus rapide parce que le plus léger et le plus maniable du point de vue technique, mais la radio, je suis entièrement d'accord avec vous, reste l'instrument dans lequel il faut faire le plus confiance en terme d'information.

Q. – Concernant la démocratie, je pense que la télévision a un certain pouvoir qu'elle n'utilise malheureusement pas. Vous avez parlé d'éducation, vous avez dit qu'on devrait faire l'éducation à l'image à l'école, mais pourquoi ne la fait-on pas à la télévision ? Voilà un spectacle extrêmement intéressant qui accrocherait des gens et qui ferait de la télévision un outil démocratique, parce qu'effectivement, si vous apprenez aux gens à lire l'image, à la décoder eux-mêmes, ils seront dès lors capables, quand ils verront une émission de télévision, d'en tirer les conclusions qui s'imposent. Un second outil pourrait être ce qui existe déjà à Antenne 2, « L'hebdo du médiateur » dans lequel le citoyen intervient lui-même. Cette démarche est également démocratique. Ce n'est pas seulement la télévision qui s'adresse au citoyen et puis c'est tout, il y a là un feed-back.

C'est vrai. Vous savez, ce remarquable travail de Jean-François Bastin qui s'intitule « Regards sur guerre » et qui contenait trois épisodes dont je vous ai montré un extrait de 10 minutes sur la guerre en Irak – il faut de ce point de vue rendre hommage à la RTBF qui a accepté de jouer le jeu, y compris que ses propres informations soient mises en cause dans cette émission – reste malheureusement parmi les éléments extrêmement isolés. Ce qui devrait être presque un travail quotidien, en tout cas permanent, entrant dans la conception d'une éducation permanente du téléspectateur, reste extrêmement isolé et provoque des grincements de dents, des réticences, de l'urticaire, on n'aime pas trop cela.

De la même manière, l'émission du médiateur, c'est très bien que cela existe mais théoriquement, un médiateur doit être indépendant et il n'est pas normal que ce soit des journalistes de la maison en cause qui soient les meneurs du débat et les fabricants des émissions qui sont là pour répondre à l'interpellation du téléspectateur, à la critique d'un certain nombre d'émissions. Evidemment que les responsables des émissions et éditoriaux doivent avoir toute la place pour répondre à ces critiques mais...

Il y a tout un débat en cours à ce sujet chez nous : la médiatrice de la Communauté française demande à ce que la médiation lui revienne et ne dépende plus directement de l'administrateur général de la RTBF comme c'est le cas aujourd'hui. Vous imaginez donc l'indépendance qu'elle peut avoir ; elle ne peut qu'être extrêmement limitée, même s'il ne s'agit pas ici de mettre en cause les gens individuellement. Je pense que chacun où il est, fait ce qu'il peut ; c'est un système et des règles qui sont à mettre en cause. Je pense qu'il faudrait donner une véritable autonomie à la média-

tion et lui donner plus d'espace, de la même manière que cet exercice devrait être passionnant, comme le furent « Regards sur guerre » qui sont des émissions qui ont extrêmement bien marché en terme d'audience, ce qui est la preuve que les émissions qui sont les plus exigeantes et qui sont construites intelligemment, avec un degré d'accessibilité et un langage compréhensible pour le téléspectateur, sont les émissions qui marchent le mieux, qui marchent très bien.

Quand je disais tout à l'heure qu'on a perdu la différence, la RTBF a massacré ce qui était son « fonds de commerce » (ce qui est un vilain mot) mais en tout cas sa spécificité : ses magazines d'information qui étaient diffusés en prime time et qui avaient un extraordinaire succès d'audience. Parce qu'on s'est dit qu'il fallait faire autre chose, on a très largement contribué à détruire ce qui était le socle de l'audience du service public.

Je suis d'accord avec vous, il faudrait privilégier ces deux instruments qui permettent à la fois d'avoir un regard critique et une distance, et qui permettent aussi de regarder des choses qui sont intelligentes et pas ennuyeuses.

Q. – Pour éviter les dérives de la télévision à la maison, nous avons choisi de ne pas l'avoir. Est-ce qu'à votre avis cette position paraît tenable sur la longueur et ne risque-t-elle pas de rendre nos enfants atypiques ?

C'est vous qui allez devoir répondre à cette question dans quelques années... ! Je pense que c'est pratiquement impossible d'exclure radicalement. C'est une solution que l'on peut prendre pour soi individuellement. Je me suis posé la question par rapport à mes enfants et – outre le fait que je ne peux pas m'empêcher de la regarder même si je la regarde peu – je pense qu'on ne peut pas exclure de leur vision du monde ce qui est rapporté par la télévision. Il y a à discuter, à accompagner, à critiquer, à mettre en garde, à encadrer, sûrement, mais je ne pense pas qu'on puisse priver complètement les enfants d'une vision de la télévision.

On ne peut pas tout demander aux profs mais c'est là un travail à faire en commun entre les parents et les enseignants. Je pense quand même aussi que nos enfants ont une vision plus critique qu'on ne l'imagine de ce qu'ils voient. A l'époque du début de la télé-réalité, j'ai été frappé de voir mes enfants qui étaient de jeunes adolescents alors, regarder la première année ces télé-réalités d'une manière complètement acritique et fascinée mais aussi comment très rapidement ils ont vu cela avec un regard d'abord au second degré et puis vraiment avec une dérision incroyable. Bien sûr, on en a parlé ; bien sûr, cela a fait l'objet de discussions et ils ont eu aussi dans leurs cours des discussions et des analyses critiques de ces émissions.

Le sociologue Dominique Wolton, même si je ne suis pas tout à fait d'accord là-dessus mais il n'a pas non plus tout à fait tort, dit que la télévision aujourd'hui est un instrument essentiel du lien social, c'est-à-dire que ce dont on parle dans la cour de récré, dans le bus, dans le métro ou dans

le train, c'est quand même ce qu'on a vu à la télévision. Etre exclu de cela peut être un handicap à certains moments, même si je comprends bien pourquoi vous prenez ce genre de décision.

Q. – Je voudrais revenir à ce qui a été dit précédemment concernant le pouvoir de l'image ; je pense ici au slogan de « Paris Match » : le poids des mots, le choc des photos. Moi je voudrais aussi insister sur le pouvoir des mots. A certains moments, dans certains reportages, les mots n'ont plus guère de poids. Et je veux penser ici à ce qui a été dit à un certain moment dans les reportages sur la guerre d'Irak. On parlait de frappes chirurgicales, microchirurgicales, de dégâts collatéraux, pour nous montrer que la guerre était une guerre propre. Il me semble que nous subissons dans notre inconscient beaucoup de changements de signification des mots et des emplois à contre-courant dans les mots.

Je ne peux qu'être d'accord avec ce que vous dites. C'est pour cela que ce qu'on a dit sur la radio est vraiment très important parce qu'au fond, la radio, c'est les mots et l'imaginaire, c'est fabriquer avec des mots des images, et les mots sont fondamentaux. Il y a deux semaines, dans *Le Monde des livres*, l'écrivain italien Antonio Tabucchi disait : « *Les mots sont les choses* ». Et je pense que c'est vrai. Aucun mot n'est innocent, chaque mot est porteur de sens. Dans une analyse comme le fait Jean-François Bastin, qui est par ailleurs un vieil admirateur de Roland Barthe, les mots sont très importants et il décortique et l'image et les mots. Mais les mots à la télévision sont fort dévalorisés ou utilisés sans tenir compte de ce qu'ils portent comme signification. On a très souvent supprimé les analyses. Or, je considère qu'en télévision, un homme ou une femme qui parle, c'est une image, que cela a aussi sa place à la télévision et qu'il faut y laisser aussi la place au commentaire parlé, qu'il faut y utiliser toutes les ressources des mots.

Il y avait à Bruxelles jusqu'hier un festival de documentaires passionnant qui s'appelle « Filmer à tout prix » et j'y ai présenté un film avec un réalisateur français, Stan Neumann, qui a fait un film qui s'intitule « La langue ne ment pas », C'est un film qui ne porte que sur la parole, qui adapte au cinéma documentaire les travaux du philologue juif allemand Victor Klemperer qui pendant la guerre a été un des seuls Juifs Allemands qui a survécu en Allemagne et qui a passé toute la période de la guerre à analyser la langue nazie ; c'est à travers les mots qu'il résiste, qu'il survit et qu'il démonte ce qu'est le fascisme. C'est absolument extraordinaire. La puissance des mots est fondamentale dans notre compréhension. Oui, je pense aussi qu'on doit retrouver plus de place pour les mots et la parole. Je dis cela alors qu'aujourd'hui je suis plutôt quelqu'un qui travaille dans l'image et dans le cinéma mais c'est inséparable : on ne peut pas négliger les mots, on doit faire attention au fait qu'aucun mot n'est innocent et il faut rester très attentif au sens des mots que l'on utilise.

Q. – Comme vous parlez de film, je voudrais mettre l'accent sur certains événements cinématographiques actuels. Il y a par exemple « Truman Capote » où l'on voit un auteur à la création d'un livre où il démarre d'un fait divers et va à la rencontre d'un criminel, qui peut être un pamphlet contre la

peine de mort, avec beaucoup de messages. On a aussi eu « *Good night and good luck* » de Clooney où l'on démarre de faits authentiques puisqu'un journaliste, Murau, s'est intéressé à Mac Carthy lors de la chasse aux sorcières, quand les gens dénonçaient les communistes, ce qui toucha plus de 2.400 personnes, exilées ou perdant leur emploi. On a là deux exemples qui montrent que le média peut vraiment soit glorifier un être soit le persécuter.

Mais vous l'avez dit vous-même : c'est du cinéma et je pense que le cinéma continue à être un instrument beaucoup plus subtil. Je disais tout à l'heure que la télévision a cette limite de ne travailler que dans son propre cadre et de ne jamais voir le contre-champ, de ne jamais voir ce qu'il y a hors cadre. Le cinéma par contre, dans les films que vous citez et dans d'autres, permet cela. C'est une articulation qui est évidemment beaucoup plus fine, plus ouverte, qui tente de tenir compte et d'approcher – avec toujours le point de vue personnel du réalisateur – une réalité sous des aspects beaucoup plus multiples, beaucoup plus riches.

Je me suis réorienté professionnellement à une époque où je considérais qu'il n'était plus possible d'exercer le métier de journaliste audiovisuel, de faire du journalisme à la télévision, pour toutes les raisons que j'ai indiquées. J'ai choisi de travailler dans le cinéma documentaire – on peut dire « émission » mais pour moi c'est d'abord du cinéma car cela prend en compte la technique du cinéma mais aussi certaines techniques de fiction mélangées à la réalité, pour approcher le réel, pour reconstruire. Si aujourd'hui le documentaire a un grand succès, c'est probablement parce que c'est peut-être le dernier endroit à la télévision, en dehors des films de fiction, où il y a une possibilité de reconstruire le réel, de lui donner sa richesse, sa diversité et les points de vue contradictoires. Arte a bâti sa réputation et sa richesse sur le documentaire ; il y a là quelques grands maîtres du documentaire, en termes de production, qui ont fait des choses extraordinaires. Un de ceux-là, qui s'appelle Thierry Guarelle, qui dirige toujours l'unité documentaire à Arte, dit clairement que le documentaire aujourd'hui ce n'est pas simplement quelque chose qui donne à voir mais qui donne à penser. Ce que l'information devrait faire aussi mais qu'elle ne fait probablement plus ou très peu ou insuffisamment, et qu'aujourd'hui le documentaire fait.

C'est vrai que le documentaire n'a toujours qu'un public limité, même si aujourd'hui, quand il ne trouve pas sa place à la télévision, il trouve petit à petit sa place dans les salles de cinéma. Michael Moore fait des succès extraordinaires. En France et en Europe, un documentaire qui s'intitule *Avoir ou être*, de Nicolas Philibert, a fait plus de deux millions d'entrées. Il y a une série de films aujourd'hui qui approchent la réalité contemporaine à travers le cinéma documentaire.

Je ne dis pas du tout qu'il faut abandonner le champ de la télévision, je pense qu'il faut continuer à se battre pour qu'elle fasse des choses qui aille dans ce sens-là, mais c'est vrai qu'il y a aussi d'autres voies, d'autres moyens de communication. Pour une part, même si cela charrie le pire et le meilleur, il y a à travers Internet des possibilités d'alternative à

l'information. Je dis bien « le pire et le meilleur », parce qu'Internet est aussi probablement le moyen le plus brutal et le plus efficace pour colporter la rumeur et les fausses informations. Mais il y a aussi des alternatives, des choses qui ne trouvent pas de financements ailleurs, qui ne trouvent plus de place à la télévision et on se tourne vers Internet pour diffuser un certain nombre d'émissions, de débats, de critiques, d'analyses, qu'on ne trouve plus ailleurs.

Il y a donc à tenir compte aujourd'hui des différents modes de communication. La radio reste centrale, la télévision est ce qu'elle est et il ne faut pas l'abandonner mais je pense que, du cinéma à Internet, il y a là un combat multiforme à mener.

Q. – Je voudrais vous remercier à titre personnel d'être un veilleur et de nous secouer. Depuis que je suis petite, je vous entends à la radio. [Hugues Le Paige : Je ne suis pas si vieux que cela quand même ?] Non mais je n'ai pas écouté la radio depuis que j'avais un an non plus, j'ai aussi beaucoup joué, mais pour moi vous êtes un veilleur et vous maintenez l'attention sur des points importants : vous et quelques autres, à la radio et à la télévision, et je vous remercie beaucoup parce que vous m'aidez à grandir.

Merci. Je dirais que c'est en tout cas un combat ni isolé, ni individuel, et qui ne peut d'ailleurs que se mener collectivement. J'ai quitté cette RTBF il y a maintenant trois ans, après plus de trente ans, et je l'ai quittée dans un divorce éditorial, mais je continue à travailler avec des gens qui y travaillent toujours. Je pense que ce combat n'est pas seulement une affaire de journalistes, de réalisateurs ou de gens de télévision ou de radio, c'est un combat qui doit nous rassembler, qui doit rassembler l'ensemble de la société : des politiques, des syndicalistes, des citoyens sans attaches particulières. Ce n'est que dans ce rassemblement et dans cette diversité de points de vue qu'on pourra peut-être, je l'espère, faire bouger les choses.

D. Bibliographie

Dominique Wolton et Hugues Le Paige, *Télévision et civilisations*, Labor, 2004, 136 pages, € 14.

Les conflits interethniques et internationaux, le terrorisme et la lutte anti-terroriste, la torture sont profondément marqués et alimentés par l'image de l'Autre. L'information et en premier lieu la télévision y occupent une place essentielle. Cette télévision – qui selon Dominique Wolton était productrice de « lien social » – est-elle devenue l'instrument du « choc des civilisations » ?

Nous vivons en tout cas quelques paradoxes qui peuvent avoir des conséquences dramatiques : la mondialisation et la technologie offrent plus d'informations et provoquent moins de compréhension. Il y a désormais moins de distance géographique mais plus de distance culturelle ; de

même que trop d'information tue l'information. Le regard sur l'Autre est caricatural. La pression de la concurrence dénature le sens même d'une information désormais marchandisée. Comment concilier l'indispensable revendication identitaire et la cohabitation culturelle ? Comment préserver le sens face au spectacle ? Comment la télévision publique peut-elle concilier la recherche d'une indispensable audience et la préservation de son identité et de sa différence ? Comment peut-elle encore faire œuvre de civilisation ?

Jean Lacouture et Hugues Le Paige, *Eloge du secret*, Labor, 2005, 132 pages, € 15.

« *Une société pourrit d'un excès d'ombre, une société peut pourrir aussi d'une surexposition, de rage panoptique. C'est le péril où conduit d'abord un journalisme qui prétend se substituer à la police et à la justice, et qui de ses proies, fait un spectacle. Un monde se définit par la qualité de secrets qu'il est capable de préserver sans porter atteinte à la liberté* » : ainsi s'exprime Jean Lacouture dans cet *Eloge du secret*. Un éloge qui va résolument à contre-courant des pratiques journalistiques ou éditoriales dominantes, un éloge qui étonnera certains, en choquera peut-être d'autres et suscitera certainement un nécessaire débat.

Pendant plus d'un demi-siècle, Jean Lacouture a porté un regard singulier sur le monde, comme journaliste puis comme biographe. Journaliste de l'anticolonialisme, biographe des grandes destinées intellectuelles et politiques, il a toujours conditionné l'exercice du dévoilement et de la dénonciation à ce qu'il nomme « l'intérêt général » et au respect de l'individu.

Dans ce dialogue entamé de longue date avec Hugues Le Paige, Jean Lacouture interroge ici le concept même de vérité, en mettant en cause un certain journalisme d'inquisition. Il refuse tout net le « tout dire, tout de suite, tout le temps » qui est aujourd'hui la règle commune de l'information, qui finit par oublier sa fonction de médiation. « *On ne prétend pas ici jouer les redresseurs de torts, écrit Jean Lacouture. Seulement mettre en garde contre un système en pleine croissance qui, sous couleur de veiller à la protection de la vertu et de la vérité, instaure un nouveau type de police. Universelle, omniprésente. Omnisciente. L'œil énorme, innombrable, implacable, qui vous regarde, nu.* »